

ENTRETIEN AVEC JEAN-PAUL GAUZÈS (PPE, FRANCE)

## « La gauche considère normal un déséquilibre de 3 % »

Propos recueillis par Pierre Lemoine

Où en est-on politiquement aujourd'hui ?

Le Conseil s'est efforcé de trouver des équilibres entre les vues divergentes des États, avec un nœud de contradictions puisqu'on veut à la fois mieux coordonner les politiques économiques et toucher le moins possible aux prérogatives nationales. S'ajoute à cela que la gouvernance économique passe par une coordination des politiques financières et qu'on touche là à la souveraineté des parlements nationaux. Il y a une réelle difficulté à organiser cela de manière efficace et politiquement acceptable par les uns et les autres. Alors, les ministres se sont mis d'accord sur un ensemble qui est d'un équilibre quelquefois fragile. Et, là-dessus, des parlementaires ingénieux arrivent avec des propositions comme les Eurobonds et le Fonds monétaire européen, toutes choses intelligentes, mais qui ne sont pas au cœur du débat. La question est de savoir quelles solutions réalistes s'appliqueront dès 2013.

Y a-t-il encore quelque chose à négocier ?

Ma position personnelle est que la marge de manœuvre du Conseil est faible puisque l'équilibre trouvé au sein du Conseil est lui-même précaire, avec aussi l'accord passé entre la France et l'Allemagne à Deauville sur la question cruciale du caractère automatique ou non des sanctions, sur le type de contrôle, etc. Aujourd'hui, le choix est entre continuer à négocier un certain temps et essayer de trouver une solution rapide. Le commissaire penche pour un accord à trouver avant l'été. Je pense comme lui. Pourquoi ? Parce que les solutions qui seront trouvées ne s'appliqueront qu'en 2013 et que, surtout, on travaille sous la pression permanente des marchés financiers. Et, à partir du moment où on ne donne pas des réponses claires et relativement unanimes, les marchés financiers anticipent toujours le plus mauvais.

Aurez-vous au Parlement une large majorité ?

Ma réponse est non. Car il y a vraiment une fracture entre la gauche et la droite autour du déficit autorisé. Pour nous, les 3 % sont la marge d'ajustement après un budget qui

devrait être normalement à l'équilibre. Nos collègues de gauche considèrent que la situation normale – je caricature à peine – est un déséquilibre de 3 %, et qu'il faut pouvoir aller plus loin pour faire des dépenses de croissance. Je prévois que, quel que soit l'aboutissement des négociations, la gauche – les socialistes, les Verts et la GUE – ne votera pas les six dossiers. Déjà, en commission ECON, ils se sont abstenus.

Jusqu'à où négocier intelligemment ?

Je dis : soyons pragmatiques. L'expérience montre que les textes ne dureront pas 50 ans. Posons des bases pour une coopération renforcée, indispensable pour donner de la crédibilité à la zone euro. Le moment venu, on fera les adaptations nécessaires. La bonne nouvelle est que les États membres ont récemment accepté une clause de révision qui permettrait d'approfondir le dispositif dans 2 ou 3 ans. Je suis persuadé que,



« Le vrai problème, c'est celui de la place du Parlement dans le dialogue économique »

si nous ne trouvons pas une solution pour la gouvernance économique, c'est le Parlement qui portera le chapeau. Nous n'avons pas les moyens de communication pour nous défendre face à des États qui vont dire : les parlementaires veulent des trucs invraisemblables. Le vrai problème, c'est celui de la place du Parlement dans le dialogue économique. Il faut qu'on obtienne – c'est en bonne voie – que le Parlement soit associé aux diverses étapes de la mise en œuvre d'un plan, que les États en difficulté puissent venir s'exprimer devant le Parlement de façon volontaire, et que les représentants des citoyens aient un certain contrôle. C'est, pour moi, le principal objectif à court terme.

La gauche considère que le nouveau pacte risque d'empêcher la croissance.

Mais peut-on faire de la croissance sur des nénuphars ? Les finances publiques, c'est comme les finances privées : si votre endettement est immense, vous allez être englouti. Quand vous êtes en difficulté, vous devez d'abord consolider les bases. Mais, je suis d'accord, il ne faut pas non plus couper tout espoir de croissance. C'est pourquoi, à titre personnel, je suis pour la

« Peut-on faire de la croissance sur des nénuphars ? »

restructuration de la dette grecque, même si ce n'est pas poli de le dire aujourd'hui. Parce que, sans cela, les Grecs ne s'en sortiront pas. Notre faute est de les avoir laissés nous donner des chiffres faux quand ils sont entrés dans l'euro, on les a laissés dériver ensuite, ils dépensaient plus qu'ils ne gagnaient, la fiscalité était une passoire. On paye aujourd'hui notre laxisme à leur égard, mais c'est bien eux qui ont creusé le trou dans lequel ils sont. Aujourd'hui, le rétablissement est indispensable. Seulement, il faut voir le tempo et il faut qu'il y ait un espoir au bout. C'est le problème de l'Europe : elle n'a pas de leader, et elle ne propose pas de ligne d'horizon qui soit motivante. Ce qui permet à tous les populismes de se développer.

Alors, que recommandez-vous ?

Alors, il faut avoir le courage de dire : on photographie la dette, on avait prévu que vous la payiez en cinq ans et vous allez la rembourser en dix ans, on va encadrer un certain nombre de mesures de rigueur qui soient acceptables.

Quel est le risque que la Grèce entraîne l'Europe dans une crise plus grave ?

En mai 2010, on a commis une grave erreur politique en affirmant que le sort de la Grèce et le sort de l'euro étaient liés. Ils n'étaient pas liés. La dette de la Grèce est infinitésimale par rapport à la dette de la France. Si la Grèce n'arrivait pas à payer, ça ne détruirait pas l'euro. Ensuite, Mme Merkel a mis un certain temps à réagir en solidarité, ce qui a donné un mauvais signal aux marchés. À partir de là, on s'est mis dans un engrenage. Pour en sortir, il manque terriblement de volonté politique. ■